



**PRÉFÈTE  
DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de la protection des populations  
Service Environnement et Prévention des Risques**

**Arrêté n°289/DDPP/22 portant mise en demeure  
au titre de la réglementation des installations classées  
pour la protection de l'environnement**

**La préfète de la Loire  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de l'environnement, en particulier son article L. 171-8 ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 nommant madame Catherine SÉGUIN, préfète de la Loire ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 22-012 du 4 mars 2022 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 octobre 2006 modifié réglementant les activités exercées par la société MELI JEAN SAS, sise Impasse de l'Eparre – 7,9 rue de Grangeneuve sur le territoire de la commune de SAINT-ETIENNE (42000) ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 21 avril 2022, établi à la suite d'une visite d'inspection du 5 avril 2022, constatant que les eaux d'extinction en cas d'incendie ne peuvent pas être confinées sur le site susvisé étant donné qu'il n'existe aucune vanne ne permettant d'isoler le réseau interne de collecte des eaux pluviales du réseau communal ;

**VU** le courrier de l'inspection des installations classées en date du 21 avril 2022 transmettant à la société MELI JEAN SAS le rapport d'inspection susvisé ;

**VU** l'absence d'observation émise par l'exploitant ;

**Considérant** que toutes les mesures doivent être prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel ;

**Considérant** que les eaux d'extinction d'un éventuel incendie doivent être collectées par le réseau des eaux pluviales du site et confinées à l'intérieur du site par une vanne conformément à l'article 25-V de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé ;

**Considérant** que cette disposition est bien présentée par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;

**Considérant** que les eaux d'extinction en cas d'incendie sur le site exploité par la société MELI JEAN SAS à SAINT-ETIENNE (42000) Impasse de l'Eparre – 7,9 rue de Grangeneuve, ne peuvent pas être confinées sur site ;

**Considérant** qu'au vu de ces éléments, les prescriptions applicables à l'installation susvisée ne sont pas respectées et qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

## **A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**- La société MELI JEAN SAS, implantée Impasse de l'Eparre – 7,9 rue de Grangeneuve sur le territoire de la commune de SAINT-ETIENNE (42000), est mise en demeure de réaliser une étude faisabilité technique d'un confinement sur site des eaux d'extinction et de transmettre cette étude à l'inspection des installations classées **sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.**

**ARTICLE 2.-** En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans les délais prévus aux mêmes articles, il sera fait application des dispositions prévues au II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant.

**ARTICLE 3** Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

**ARTICLE 4** Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Loire pendant une durée minimale de deux mois.

**ARTICLE 5.** - Le secrétaire général de la Préfecture de la Loire, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées et le maire de SAINT-ETIENNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité, adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et prévention des risques.

Fait à Saint-Etienne, le

03 JUIN 2022

copie adressée à :

- société MELI JEAN SAS
- Impasse de l'Eparre
- 7-9 rue de Grangeneuve
- 42000 SAINT-ETIENNE
- Mairie de SAINT-ETIENNE
- DREAL UID 42/43
- Archives
- Chrono

Pour la Préfète  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Dominique SCHUFFENECKER